



**PRÉFET
DES HAUTS-DE-SEINE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale et interdépartementale
de l'environnement, de l'aménagement
et des transports d'Île-de-France
Unité départementale des Hauts-de-Seine**

Service Risques et installations classées
de Paris et des Hauts-de-Seine

Nanterre, le 30 avril 2025

167-177 avenue Joliot Curie
BP 102 – 92013 NANTERRE CEDEX

Rapport de l'inspection des installations classées

annule et remplace le rapport du 18/07/2023

Visite d'inspection du 08/06/2023

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

LES HARAS DE LA PORTE DE SAINT LEU

SIRET 421 697 343 00018

2 route de Saint Leu
92290 Châtenay-Malabry

Code AIOT : 0100023144

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 08/06/2023 dans l'établissement LES HARAS DE LA PORTE DE SAINT LEU implanté 2 route de Saint Leu 92290 Châtenay-Malabry. L'inspection a été annoncée le 31/05/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection fait suite à une plainte adressée au Préfet des Hauts-de-Seine concernant la présence de dépôts de fumier équin sur un terrain situé en forêt de Verrières (courrier du 11 décembre 2022, signé par 4 associations : Les Amis du Bois de Verrières, l'ACPE, ENE 91 et Environnement 92).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- LES HARAS DE LA PORTE DE SAINT LEU
- 2 route de Saint Leu 92290 Châtenay-Malabry
- Code AIOT : 0100023144
- Régime : Déclaration avec contrôle
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

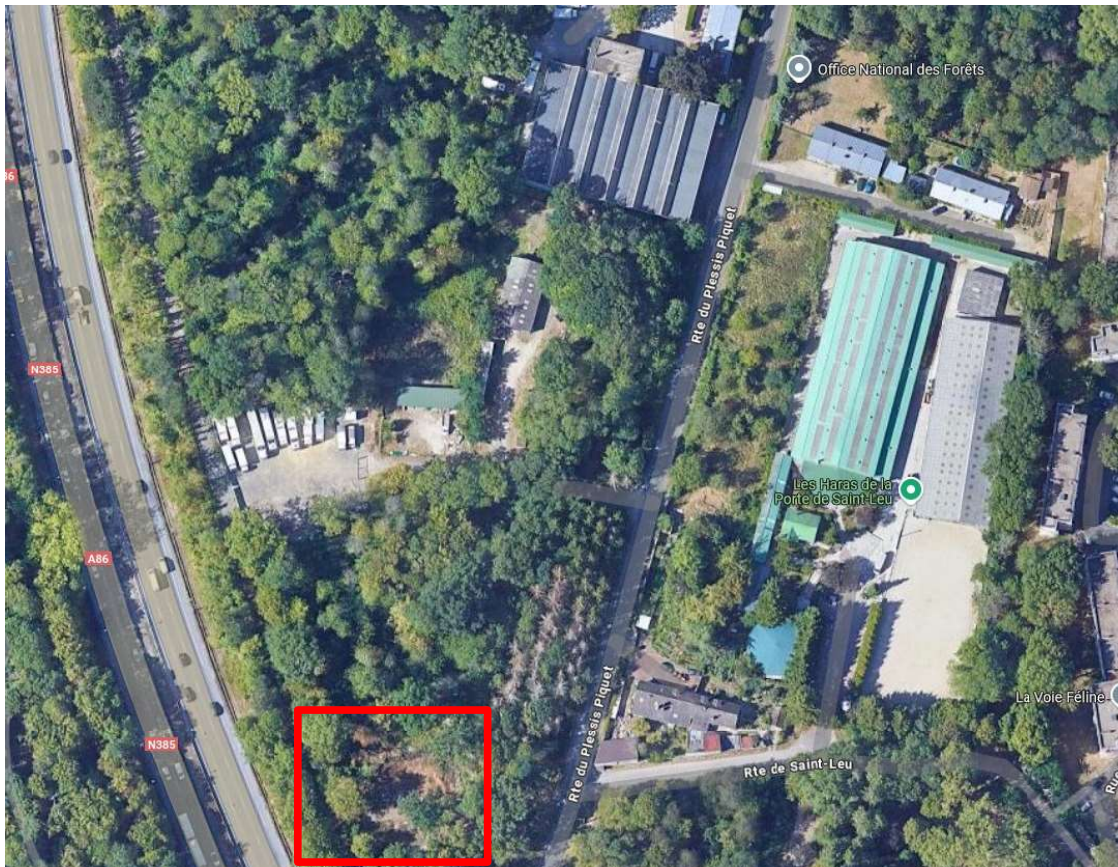
Le centre équestre "Les Haras de Saint Leu" propose un ensemble d'activités autour des chevaux (compétition, stage, animation, etc). Il accueille entre 50 et 60 chevaux et une vingtaine de poneys en bordure de la forêt domaniale de Verrières.

Initialement exploité par le ministère de l'agriculture sous le régime d'une convention d'occupation avec l'Office National des Forêts (l'ONF), le centre équestre disposait historiquement d'une fumière initialement située immédiatement à l'est du bâtiment principal le long de la route du Plessis-Piquet.

Par lettre du 10/04/1981, du fait de sa proximité avec la maison forestière, de logements ouvriers et d'un restaurant, l'ONF a demandé à l'exploitant du centre équestre de déplacer la fumière :

- soit plus au Nord, dans le verger, en l'enterrant ;
- soit de l'autre côté de la route du Plessis-Piquet.

C'est cette seconde option qui a été retenue par l'exploitant. Il s'agit de l'emplacement actuel, matérialisé en rouge sur le plan ci-dessous, au bout d'un chemin forestier accessible par la route du Plessis-Piquet et finissant en impasse sur la N385 :



Ce terrain est situé en zone N (zone naturelle) du PLUi de l'intercommunalité Vallée Sud Grand Paris.

Après une longue procédure, la fumière a été régularisée au titre de la législation des installations classées par un arrêté préfectoral du 23/01/1990, sous la rubrique 204-1-a de la nomenclature des installations classées relative aux "dépôts de fumier" (seuil d'autorisation : 50 m³).

Chaque fois que son volume excède 100 m³, le fumier est retiré.

Le décret n° 93-1412 du 29/12/1993 a remplacé la rubrique 204 par la rubrique 2171 relative aux "dépôts de fumiers, engrais et supports de culture renfermant des matières organiques et n'étant pas l'annexe d'une exploitation agricole, à l'exclusion des champignonnières (seuil de déclaration : 200 m³).

Depuis le 01/01/1994, le dépôt de fumier du centre équestre de Châtenay-Malabry n'est donc plus une ICPE, ses conditions d'exploitation ne permettant pas d'atteindre le seuil de 200 m³.

Il a été pris acte de ce retrait de la nomenclature des installations classées par un rapport de l'inspection des installations classées du 11/05/2005.

La société "Les Haras de la porte de Saint-Leu", actuelle exploitante, a été créée le 22/12/1998. Elle dispose encore, à ce jour, d'une convention d'occupation avec l'ONF pour exploiter la fumière sur cet emplacement.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Situation administrative
- Risques chroniques (déchets)

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet d'une proposition de suites administratives au titre de la législation des installations classées.

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	Situation administrative	Code de l'environnement Article L. 171-7	/	/	/

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection des installations classées n'est pas compétente pour traiter la plainte en l'absence d'activité relevant de la législation des installations classées.

Toutefois, elle a constaté que le dépôt de fumier n'était pas exploité dans de bonnes conditions au regard de la protection de l'environnement et de la santé publique, en l'absence, notamment, de disposition de captation des écoulements.

Elle propose la transmission de la plainte au maire de Châtenay-Malabry, à l'ONF et à l'OFB.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : Code de l'environnement Article R. 511-9 et son annexe
Thème(s) : Situation administrative
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Nomenclature des installations classées
Constats de terrain : Le centre équestre est situé route de Saint-Leu, en bordure de la forêt domaniale de Verrières. À l'emplacement désigné par les associations dans leur courrier, matérialisé en rouge sur le plan ci-avant, au bout d'un chemin forestier accessible par la route du Plessis-Piquet et finissant en impasse sur la N385, les inspecteurs constatent : <ul style="list-style-type: none">• la présence d'une dalle en béton de 6 mètres de large sur environ 20 mètres de long, soit une surface d'environ 120 m² ;• la présence sur cette dalle de fumier (crottin de cheval dans lequel sont incorporés des copeaux de bois) sur 6 mètres de large et 7 mètres de long, et environ 2 mètres de haut, soit une surface de 42 m² et un volume 84 m³ environ ;• l'absence de tout système de récupération des eaux et jus. Une fosse en maçonnerie est aménagée en bout de dalle mais elle est totalement bouchée. Les écoulements s'épanchent donc dans le milieu naturel. L'exploitant indique disposer, pour exercer cette activité dans le domaine forestier, de l'accord de l'ONF, établi par une convention d'occupation, et avoir l'intention de développer l'activité à hauteur du double de son volume actuel environ. Il déclare que le fumier est en partie ou en totalité évacué par son fournisseur de foin lorsque la quantité atteint 100 m ³ , ce qui représente une fréquence environ mensuelle, et que, tous les trimestres, il est enlevé en totalité par la société BLONDEL VOISIN, ce qui permet de nettoyer la dalle. Il indique également qu'occasionnellement, des sociétés, des collectivités, ou des particuliers se servent dans le tas de fumier, avec son autorisation, et à titre gratuit. Il déclare avoir l'intention de remettre en état la fosse. L'inspection des installations classées constate que les conditions n'ont pas changé depuis son rapport du 11/05/2005 constatant que l'activité ne relevait plus de la législation des installations classées depuis le 01/01/1994, son volume n'excédant pas 200 m ³ . En outre, en application de l'article L. 311-1 du code rural et de la pêche maritime, le centre équestre est une exploitation agricole, aussi son dépôt de fumier annexe ne relève pas de la rubrique 2171 quel que soit son volume. L'inspection des installations classées n'est donc pas compétente pour traiter la plainte.
Type de suites proposées : Sans suite au titre de la réglementation des ICPE